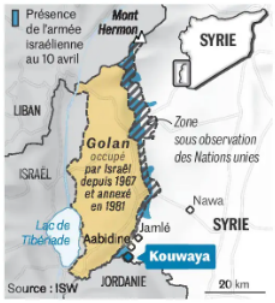
Le Monde
DIMANCHE 13 - LUNDI 14 AVRIL 2025



Syrie
Israël et Turquie à la manœuvre

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, l'Etat hébreu profite de la faiblesse du nouveau gouvernement syrien pour mener des incursions au nom de sa sécurité, alors que Recep Tayyip Erdogan cherche à asseoir son influence dans la région

ISTANBUL, JÉRUSALEM (ISRAËL), KOUWAYA (SYRIE) - *correspondants et envoyée spéciale*

A la pointe du triangle frontalier entre la Syrie, la Jordanie et Israël, le village syrien de Kouwaya offre une vue imprenable sur les terres fertiles irriguées par la rivière Yarmouk, qui coule en contrebas. Et sur la façon dont Israël s'impose dans le paysage. Abderrahman Al-Moufla, le *mokhtar* (« maire ») de Kouwaya, désigne une colline voisine sur la ligne de crête. Là-haut se trouvent le village syrien de Maarbé et, depuis peu, une nouvelle position de l'armée israélienne : *« De cette colline, Israël contrôle toute la région »*, s'inquiète-t-il.

Au matin du 25 mars, une patrouille de l'armée israélienne s'est, pour la première fois, aventurée au-delà de la zone tampon démilitarisée qui borde le Golan annexé depuis 1981, dans la vallée qui sillonne entre les collines syriennes. *« Les soldats ont envahi nos fermes*, raconte le *mokhtar*. *Alors des hommes courageux du village, des Bédouins de la tribu Al-Manadra, ont défendu leurs terres, armés de bâtons et de kalachnikovs. »* Dans cette altercation, *« deux d'entre eux ont été tués, ainsi que trois militaires israéliens »*, affirme Mifleh Souleiman, agriculteur sexagénaire et frère de l'une des victimes syriennes. Israël n'a pas reconnu de pertes humaines, mais a annoncé avoir aussitôt riposté. *« Kouwaya a été bombardé avec des chars et des drones israéliens, depuis des positions que tenait l'armée syrienne jusqu'à la chute de Bachar Al-Assad* [le 8 décembre 2024], *à Maarbé, Aabidine et Jamlé*, détaille M. Souleiman. *Puis les soldats israéliens se sont emparés des lieux. Depuis, ils fouillent régulièrement les maisons à la recherche d'armes. »*

Les bombardements de Kouwaya ont tué six habitants et fait une dizaine de blessés, parmi lesquels Aza Hani, 40 ans et mère de six enfants, dont le pied a dû être amputé. Les quelque 10 000 habitants que compte le village ont fui dans les localités voisines. Quelques jours plus tard, des soldats israéliens sont revenus dans la vallée, arrêtant des agriculteurs, interdisant à d'autres de cultiver leurs terres. *« Ils ont subi deux jours d'interrogatoire, avant de se voir proposer une collaboration rémunérée en aide alimentaire, en argent ou en semences. On connaît notre ennemi : il cherche à nous séduire avec des biscuits ! »*, dénonce Mifleh Souleiman.

SITUATION AMBIVALENTE

Depuis l'effondrement du régime syrien, c'est l'escalade. L'armée israélienne n'avait pas attendu la confirmation de la fuite de Bachar Al-Assad pour investir, le 8 décembre 2024, la zone tampon démilitarisée du Golan. Depuis, neuf postes militaires ont été établis, et trois brigades dépêchées (soit plusieurs milliers d'hommes) dans cette bande qui s'étend sur 80 kilomètres, de la vallée de la Yarmouk, au sud, jusqu'aux contreforts stratégiques du mont Hermon, au nord. Plus de 35 000 Syriens vivent de facto sous leur contrôle, dans cette langue de terre frontalière où le départ des troupes loyalistes à la dynastie Al-Assad a créé un vide sécuritaire.

Dans la nuit du 2 avril, des unités de la 474e brigade israélienne du Golan se sont enfoncées plus profondément encore dans le territoire syrien, non loin de Nawa, à une dizaine de kilomètres après la zone tampon, au motif de *« confiscation d'armes et de destruction d'infrastructures terroristes »*. Là encore, des affrontements ont éclaté, suivis de frappes d'artillerie israéliennes qui ont tué neuf habitants.

La guerre civile avait placé la Syrie sous la tutelle de deux grandes puissances, la Russie et l'Iran, qui ont longtemps assuré la survie du régime de Bachar Al-Assad. La chute de ce dernier a créé une situation ambivalente pour l'Etat hébreu. D'un côté, elle a mis un terme aux projets de son principal ennemi – la République islamique d'Iran – en Syrie. De l'autre, elle marque la prise de pouvoir, à Damas, d'un groupe islamiste radical, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC). Malgré sa rupture revendiquée avec Al-Qaida, en 2016, et l'affirmation répétée qu'il ne cherchait pas la confrontation avec Israël, le président intérimaire Ahmed Al-Charaa reste perçu comme une menace sécuritaire. Son arrivée à la tête d'un pays exsangue et meurtri par plus d'une décennie de conflit lui fait craindre un changement de tutelle : celle de la Turquie, dans un contexte de relations fortement dégradées depuis le début de l'offensive israélienne à Gaza, en octobre 2023.

Depuis le début du soulèvement syrien, en 2011, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a fourni un soutien politique et militaire à des dizaines de groupes armés de l'opposition syrienne. Il s'est démené pour que la poche d'Idlib, de l'autre côté de sa frontière, échappe au contrôle de Damas, tout en permettant à HTC de consolider son emprise territoriale. Aujourd'hui, le chef de l'Etat turc espère bien en tirer profit. Il veut accroître son influence régionale et voir les 3 millions de réfugiés syriens en Turquie rentrer chez eux. Il compte aussi s'assurer que les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qu'il considère comme un avatar du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé terroriste par Ankara, ne parviendront jamais à une autonomie dans le Nord-Est syrien.

> **« LES ISRAÉLIENS VEULENT S'ASSURER QU'AUCUNE RECONFIGURATION RÉGIONALE NE S'OPÉRERA SANS EUX »**
> LAURE FOUCHER
> Fondation pour la recherche stratégique

Dans cette optique, Ankara veut obtenir d'Ahmed Al-Charaa la signature d'un accord de défense stratégique lui permettant de disposer de bases militaires dans le pays. Il lorgne notamment la base aérienne de Menagh, au nord d'Alep, objet de combats acharnés durant la guerre civile, et celle de Tiyas (dite aussi « T-4 »), dans la province de Homs. La signature se fait attendre, mais, selon Charles Lister, directeur de l'Initiative Syrie au Middle East Institute, *« des employés turcs se sont déjà mis au travail pour réhabiliter la base de Menagh »*. Quant à la base T-4, dans le centre du pays, elle a été, en mars, l'une des cibles de frappes israéliennes – et avec elle, le centre de recherche scientifique du quartier de Barzeh, à Damas, la base de Kissoué, au sud de la capitale, et les aéroports militaires de Hama et de Palmyre…

BÉNÉFICE DU DOUTE

La perspective d'un accord de défense turco-syrien rend les Israéliens fébriles. Tel-Aviv n'entend perdre ni sa liberté opérationnelle dans le ciel syrien – que lui accordait Bachar Al-Assad avec l'assentiment de son protecteur russe –, ni le couloir aérien stratégique vers l'Iran et ses capacités nucléaires. *« Les Israéliens veulent faire partie du jeu syrien et s'assurer qu'aucune reconfiguration régionale ne s'opérera sans eux »*, analyse Laure Foucher, spécialiste du Proche-Orient à la Fondation pour la recherche stratégique.

L'Etat hébreu a commencé par détruire la seule armée conventionnelle ennemie qui restait à ses frontières. Depuis la chute d'Al-Assad, son aviation a ainsi mené plus de 730 frappes contre des infrastructures et capacités stratégiques, selon Charles Lister, du Middle East Institute. Ensuite, pour peser dans le jeu syrien, Israël s'invite militairement en Syrie, au-delà du plateau du Golan. Sous le prétexte d'*« améliorer ses positions défensives »*, selon l'expression de Yaakov Amidror, ancien conseiller à la sécurité nationale du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Et pour empêcher le déploiement de nouvelles forces armées d'Ahmed Al-Charaa.

Repousser l'ennemi, potentiel ou déclaré, le plus loin possible des frontières israéliennes est une conséquence directe des massacres du 7 octobre 2023 en Israël. Pour l'armée, c'est devenu une priorité : à Gaza, avec l'établissement d'une zone tampon d'environ 1 kilomètre de large, comme dans le sud du Liban, où elle maintient des postes avancés malgré le coup massif qu'elle a infligé au Hezbollah. Dans la zone tampon démilitarisée du Golan, l'Etat hébreu justifie le renforcement de sa présence armée – en violation de l'accord de désengagement signé avec la Syrie en 1974, sous l'égide des Nations unies – par la physionomie du nouveau pouvoir syrien. Les responsables israéliens questionnent l'authenticité de la rupture idéologique d'Ahmed Al-Charaa avec Al-Qaida et s'interrogent sur l'orientation que prendra le nouveau régime. D'autant que des djihadistes étrangers, qui lui sont restés loyaux, forment un noyau dur au sein de l'embryon de la nouvelle armée nationale.

« Sera-t-il extrémiste, poussé par la Turquie à être plus agressif à l'encontre d'Israël ? Ou dirigera-t-il un régime islamiste modéré, concentré sur la reconstruction de la Syrie après toutes ces années de guerre civile ? Pour l'instant, on n'en sait rien », résume Yaakov Amidror, l'ex-conseiller de M. Nétanyahou, dans un entretien au *Monde*. Les Israéliens ne cessent d'invoquer le passé djihadiste de M. Al-Charaa pour convaincre leurs interlocuteurs occidentaux, prêts à lui accorder

Deux enfants de Kouwaya (Syrie), le 28 mars. Le village a été visé par l'armée israélienne, qui multiplie les incursions dans la vallée de la Yarmouk, en contrebas.
LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Cérémonie de condoléances, le 28 mars, pour Amin Salem Souleiman, tué à Kouwaya (Syrie), alors qu'il s'opposait à l'armée israélienne. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

le bénéfice du doute, de prendre leurs distances avec Damas.

Mais l'étendue des *« positions défensives »* israéliennes interroge. La zone d'influence que s'est arrogée Israël, dans le sud de la Syrie, incorpore un chapelet de points d'eau. *« Toutes les sources qui alimentent la rivière Yarmouk sont dans l'espace que l'armée israélienne contrôle désormais* [dans le triangle frontalier], relève une source diplomatique en poste dans la région. *Les Jordaniens, eux aussi, s'inquiètent de la présence israélienne dans la vallée de Yarmouk, et d'un éventuel détournement par Israël des eaux de cette rivière, comme il l'a fait pour les eaux du Jourdain. Il y a là une logique de prise de gains, comme lors de la guerre israélo-arabe de 1948, dont on ne comprend pas les objectifs stratégiques. »*

« ENNEMI CHÉTIF »

Alors qu'Israël et la Turquie s'engagent sur une dangereuse trajectoire de collision au sujet de la Syrie, Damas se retrouve pris au piège de cette rivalité stratégique, dont l'enjeu est de savoir qui sera « acteur » et qui restera « spectateur » du nouveau Proche-Orient. Confronté à d'immenses défis sur le plan intérieur, et en quête de légitimité sur la scène internationale, le président Al-Charaa se livre à des exercices d'équilibriste pour restaurer l'unité et la souveraineté nationales sur l'ensemble du territoire syrien, tout en évitant la confrontation avec ses puissants voisins.

Lors d'une visite d'une position militaire israélienne perchée à plus de 2 000 mètres d'altitude au sommet du mont Hermon, sur la frontière syro-libanaise, le ministre de la défense, Israel Katz, a affirmé, le 11 mars, que *« l'armée est prête à rester en Syrie pour une durée illimitée »*. Cette rhétorique martiale est moins destinée à Damas qu'à l'électorat israélien – qui a voté pour le gouvernement le plus radical de son histoire –, mais elle attise les tensions. Pour l'heure, Ahmed Al-Charaa s'abstient de répondre à ces provocations. Engagé dans une politique de diversification des alliances, il se contente de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU à chaque fois que des violations sont constatées. Le leader syrien a chassé les références à *« l'ennemi sioniste »* de son vocabulaire, évoquant sobrement *« Israël »*. Des diplomates affirment même qu'en coulisses il se dit prêt à des négociations sur le contentieux frontalier qui oppose la Syrie à l'Etat hébreu, notamment sur le Golan occupé, dont sont originaires ses parents. Il ne dispose de toute façon d'aucun levier pour stopper le grignotage israélien à ses frontières.

Dans le village de Kouwaya, les affrontements meurtriers du 25 mars ont été suivis d'appels au calme. *« Les autorités syriennes nous soutiennent moralement et financièrement, mais elles ne nous donnent pas d'armes et nous demandent de rester pacifiques »*, concède, à regret, Mifleh Souleiman, dont le frère a été tué ce jour-là. Sous la tente érigée pour les condoléances, un jeune homme s'emporte : *« Quand la Syrie sera à nouveau forte, on les attaquera ! »* Il est aussitôt coupé par M. Souleiman, qui martèle que les gens du village *« ne cherchent pas l'escalade, mais seulement à se protéger des attaques israéliennes »*.

Ces incursions, et l'instabilité qu'elles engendrent, inquiètent la Turquie. *« Israël est devenu la plus grande menace pour la sécurité* [du Proche-Orient] *avec ses attaques visant l'intégrité territoriale et l'unité nationale des pays de la région »*, s'est indigné, le 4 avril, le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, qui a sommé l'Etat hébreu de *« mettre un terme à sa politique expansionniste »*. Ankara s'exaspère aussi de l'exploitation, par Israël, des divisions communautaires syriennes – elles-mêmes en quête d'un ange gardien face à la figure énigmatique de leur président intérimaire. Tel-Aviv apporte un soutien bruyant aux Druzes, très présents autour de leur fief de Souweïda, dans le sud de la Syrie, promis à la *« démilitarisation totale »*, le 23 février, par M. Nétanyahou. Soit un territoire d'une profondeur de 40 kilomètres à partir de la frontière israélienne, jusqu'à Damas. C'est là un autre corollaire du 7-Octobre, assure une source diplomatique : *« Israël veut des ennemis chétifs. »*

Après des affrontements survenus, le 1er mars, entre une milice druze et des forces de sécurité syriennes dans le quartier de Jaramana, en banlieue de Damas, Israel Katz est allé jusqu'à menacer : *« Si le régime* [syrien] *porte atteinte aux Druzes, nous l'attaquerons. »* Dans la foulée, M. Nétanyahou a annoncé un plan de près de 1 milliard d'euros sur cinq ans pour le développement de la communauté druze d'Israël, forte de 150 000 individus et bien intégrée au sein des forces militaires et de police israéliennes. L'initiative est sans précédent, mais elle se limitera probablement au seul effet d'annonce. Un autre projet consistant à laisser entrer en Israël des travailleurs druzes syriens, proposé en mars par M. Katz, a été annulé la veille de sa mise en œuvre, le 2 avril, par le gouvernement israélien, sur recommandation des services de renseignement.

La visite d'une délégation druze syrienne, autorisée par Israël – pour la première fois en cinquante ans – à se rendre près de Tibériade, le 14 mars, sur le tombeau du vénéré prophète Chouaïb, a fait germer les graines de la discorde. Les chefs religieux qui avaient participé à ce pèlerinage ont été accusés, au sein de leur communauté, de céder au chant des sirènes israéliennes. *« Je ne crois pas que s'appuyer sur les minorités en Syrie s'avère très productif,* avance Michael Horowitz, spécialiste du Moyen-Orient à Le Beck International, un think tank basé à Bahreïn. *La communauté druze a peur du nouveau régime syrien, mais elle ne veut pas se voir coopter par Israël, pour être ensuite désignée comme une sorte de cheval de Troie des intérêts israéliens en Syrie. »* Sans compter qu'il est peu probable qu'Israël vienne concrètement à leur secours.

A l'inverse, la Turquie n'a aucun intérêt à voir la Syrie se morceler. C'est d'ailleurs le soutien affiché de Tel-Aviv aux dirigeants kurdes syriens qui aurait amené Devlet Bahçeli, leader politique d'extrême droite et pilier de la coalition gouvernementale d'Erdogan, à proposer publiquement de relancer un processus de paix avec les Kurdes, et à tendre un rameau d'olivier au chef historique du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan.

ANKARA S'EXASPÈRE DE L'EXPLOITATION, PAR L'ÉTAT HÉBREU, DES DIVISIONS COMMUNAUTAIRES SYRIENNES, ELLES-MÊMES EN QUÊTE D'UN ANGE GARDIEN

MÉDIATION AMÉRICAINE

C'est également la crainte d'une reprise de la guerre civile en Syrie qui aurait, selon plusieurs commentateurs turcs, convaincu Ankara d'adouber l'accord survenu le 10 mars entre M. Al-Charaa et Mazloum Abdi, le commandant kurde des FDS, qui contrôlent le nord-est du pays. Les deux anciens seigneurs de guerre se sont mis d'accord pour intégrer, au sein de l'Etat, la totalité des institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde. M. Abdi a sans doute considéré que c'était là son meilleur atout pour l'avenir, au moment où la réélection de Donald Trump laissait redouter un retrait américain accéléré de la région.

Le virage kurde opéré par M. Al-Charaa lui a permis de sauver sa légitimité au moment où des milliers de Syriens de la communauté alaouite étaient massacrés sur le littoral méditerranéen. Damas reconnaît donc les Kurdes comme une composante essentielle de l'Etat syrien, garantit leurs *« droits à la citoyenneté et l'ensemble de leurs droits constitutionnels »*. La dissolution des FDS – point crucial pour Ankara et qu'avait souhaité le président syrien – n'a pas été mentionnée. Fort de ce constat, le président turc aura eu besoin de près de vingt-quatre heures, d'une réunion avec son cabinet et d'une autre avec son Conseil national de sécurité pour finalement décréter que l'accord à Damas allait *« dans le bon sens »*. Maintes fois agitée par Ankara ces derniers mois, la menace d'une incursion militaire de grande ampleur dans le nord-est de la Syrie s'est estompée. La Turquie maintiendra sans doute sa pression sur le PKK et les Kurdes syriens jusqu'à ce que Damas parvienne avec les Kurdes à un accord final, dont la mise en œuvre est prévue pour la fin de l'année 2025.

En parallèle, Ankara s'attelle à convaincre l'administration Trump que la présence des troupes américaines n'est plus indispensable pour poursuivre le combat contre l'organisation Etat islamique (EI). M. Erdogan promeut une nouvelle coalition régionale – avec le Liban, la Syrie, l'Irak et la Jordanie – pour combattre le groupe djihadiste. L'objectif est de supplanter les FDS en tant que partenaire privilégié des Etats-Unis et de prendre le contrôle des camps de prisonniers djihadistes actuellement gérés par les Kurdes dans le Nord syrien. Ce scénario permettrait de faciliter le retrait des soldats américains, voulu par le nouveau locataire de la Maison Blanche.

De son côté, Israël exerce un lobbying auprès de Washington pour que la Syrie reste *« faible et décentralisée »*, pour y limiter l'influence turque, et avec l'espoir que la Russie conserve ses bases militaires dans le pays, a révélé Reuters fin février. Les autorités syriennes sont d'ailleurs disposées à négocier avec Moscou. *« La Syrie est ouverte à l'idée de laisser la Russie conserver ses bases aériennes et navales le long de la côte méditerranéenne, dans le cadre d'un accord avec le Kremlin qui servirait les intérêts du pays »*, avait déjà déclaré, en février, Mourhaf Abou Qasra, ministre de la défense syrien, dans un entretien accordé au *Washington Post*. Damas essaie surtout d'obtenir la levée des sanctions qui handicapent tout projet national syrien.

C'est peut-être par l'entremise des Etats-Unis que viendra, sinon la réconciliation, du moins un pacte de non-agression entre Israël et la Turquie. Mardi 8 avril, à l'occasion de la visite du premier ministre israélien à Washington, le président Trump s'est proposé d'endosser le rôle de médiateur entre les deux puissances rivales dans leur conflit autour de la Syrie. *« Vous savez, j'entretiens d'excellentes relations avec la Turquie et avec son dirigeant, et je pense que nous parviendrons à trouver une solution »*, s'est-il félicité. Ajoutant, tout sourire, à un Benyamin Nétanyahou au visage impassible : *« Tant que vous êtes raisonnable ; il faut être raisonnable. »*

S'exprimant sur la chaîne CNN Türk, le chef de la diplomatie, Hakan Fidan, déclarait que des *« discussions techniques »* étaient en cours avec Israël pour réduire les risques d'escalade en Syrie. *« Alors que nous menons actuellement certaines opérations en Syrie, un mécanisme de "déconfliction" est nécessaire avec Israël, qui fait voler ses avions dans la région »*, a-t-il expliqué, sans mentionner une éventuelle normalisation des relations entre les deux pays. Quelques heures, plus tard, il annonçait que la Turquie étudiait la possibilité d'établir une base d'entraînement en Syrie, à la suite d'une demande officielle de Damas. Quatre mois après l'effondrement du régime de Bachar Al-Assad, les aspirations de M. Erdogan commencent à prendre corps. Après le départ de l'Iran, l'Etat hébreu devra peut-être s'habituer à un nouveau voisin. ■

NICOLAS BOURCIER, SAMUEL FOREY ET HÉLÈNE SALLON